

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
31 janvier 2024
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante-dix-huitième session
Points 34 et 61 de l'ordre du jour

Conseil de sécurité
Soixante-dix-neuvième année

La situation au Moyen-Orient

Consolidation et pérennisation de la paix

**Lettres identiques datées du 26 janvier 2024, adressées
au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité
par le Représentant permanent du Maroc
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Le Royaume du Maroc exerçant actuellement la présidence de la 160^e session du Conseil de la Ligue des États arabes au niveau ministériel et conformément au règlement intérieur de la Ligue et à l'Article 54 de la Charte des Nations Unies, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre de l'Observateur permanent de la Ligue auprès de l'Organisation des Nations Unies (voir annexe), transmettant le texte des résolutions 8988 et 8989 adoptées par le Conseil de la Ligue à la session extraordinaire tenue par visioconférence le 17 janvier 2024.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 34 et 61 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Omar **Hilale**



**Annexe aux lettres identiques datées du 26 janvier 2024 adressées
au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité
par le Représentant permanent du Maroc
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : arabe]

Conformément à la pratique suivie par le Groupe des États arabes, selon laquelle la présidence de chaque session du Conseil de la Ligue des États arabes tenue au sommet ou au niveau ministériel, ou la présidence du Groupe des États arabes à New York est chargée de transmettre le texte des résolutions, communiqués ou documents ayant été adoptés aux organes de l'Organisation des Nations Unies compétents et de l'accompagner d'une note ou d'une lettre adressée par la Mission permanente d'observation de la Ligue auprès de l'Organisation, en application de l'Article 54 de la Charte des Nations Unies, et étant donné que le Maroc assure la présidence de la 160^e session du Conseil de la Ligue, tenue au niveau ministériel, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la version définitive du texte des résolutions 8988 et 8989 (voir pièces jointes), qui ont été adoptées par le Conseil à sa séance extraordinaire tenue au niveau ministériel le 17 janvier 2024 par visioconférence, présidée par le Yémen qui assure la présidence par intérim, comme suit :

- Résolution 8988, intitulée « Appui à la République fédérale de Somalie, face aux atteintes commises à sa souveraineté et à son intégrité territoriale » ;
- Résolution 8989, intitulée « Atteintes iraniennes à l'intégrité territoriale de l'Iraq ».

Conformément aux instructions du secrétariat de la Ligue des États arabes et aux procédures applicables suivies par le Groupe des États arabes à New York, je vous serais reconnaissant de bien vouloir communiquer le texte de la présente lettre et de ses pièces jointes au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité afin qu'il soit publié comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 34 et 61 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Chef de la Mission d'observation à New York
(Signé) Maged Abdelfattah **Abdelaziz**

Pièce jointe 1

Résolution 8988 adoptée par le Conseil de la Ligue des États arabes réuni au niveau ministériel à sa session extraordinaire tenue par visioconférence concernant l'appui à la République fédérale de Somalie face aux atteintes commises à sa souveraineté et à son intégrité territoriale

Appui à la République fédérale de Somalie face aux atteintes commises à sa souveraineté et à son intégrité territoriale

Le Conseil de la Ligue réuni au niveau ministériel à sa session extraordinaire tenue par visioconférence le 17 janvier 2024 sous la présidence du Yémen (qui assure la présidence par intérim du Conseil au niveau ministériel),

Après avoir examiné :

- la note du Secrétariat,
- ses résolutions antérieures,

Réaffirmant ses résolutions antérieures à cet égard,

Tenant compte des faits nouveaux intervenus sur la scène somalienne,

Ayant entendu la déclaration du Premier Ministre de la République fédérale de Somalie lors de la séance d'ouverture,

1. Réaffirme son appui à la sécurité, à la stabilité, à l'unité, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la Somalie, ainsi qu'à son gouvernement fédéral qui s'efforce de préserver la souveraineté du pays sur terre, sur mer et dans les airs, réaffirme le droit légitime de la Somalie de défendre son territoire conformément à l'Article 51 de la Charte des Nations Unies et aux articles pertinents de la Charte de la Ligue et la soutient dans toutes les mesures qu'elle prendra conformément au droit international pour repousser toute tentative d'agression contre elle ;

2. Se déclare solidaire de la Somalie et appuie totalement sa position et celle de tous ses organes, qui considèrent que le protocole d'accord signé le 1^{er} janvier 2024 par la République fédérale d'Éthiopie et la région du « Somaliland » est nul et non avenu et inacceptable et constitue une violation flagrante des principes du droit international, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Somalie, des relations de bon voisinage, de la coexistence pacifique et de la stabilité dans la région, et rejette ce protocole d'accord et toutes les conséquences juridiques, politiques, commerciales ou militaires qui en découlent ;

3. Rejette catégoriquement tout acte qui porte atteinte à la souveraineté de la Somalie ou vise à tirer parti de la situation délicate qui règne sur le plan intérieur ou du blocage des négociations intrasomaliennes concernant les relations entre les régions et le Gouvernement fédéral par la voie du découpage de parties de son territoire, en violation des règles et principes du droit international, menaçant ainsi l'unité de la Somalie dans son ensemble ;

4. Appuie la décision prise par le Gouvernement fédéral somalien de saisir la Cour internationale de Justice pour faire condamner cet acte comme une atteinte flagrante à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la Somalie ;

5. Rejette catégoriquement toute tentative de tirer profit du protocole d'accord susmentionné, que la Somalie considère comme nul et non avenu et inacceptable, pour créer une nouvelle réalité géopolitique dans le golfe d'Aden, au large des côtes somaliennes et en mer Rouge, et considère cette tentative comme une

menace contre la sécurité nationale arabe et la navigation en mer Rouge et dans le golfe d'Aden ;

6. Réaffirme la position arabe de longue date selon laquelle la région du « Somaliland » fait partie intégrante de la République fédérale de Somalie, conformément à la Charte et aux principes de la Ligue et à la Charte des Nations Unies, et que tout arrangement relatif à cette région doit résulter d'un dialogue politique entre le peuple somalien ;

7. Souligne que cette évolution négative démontre que la République fédérale démocratique d'Éthiopie porte atteinte à la sécurité et à la stabilité de la région et menace la paix et la sécurité régionales, en violation des principes et de la Charte des Nations Unies et de la Charte de la Ligue, et qu'elle n'agit pas dans le respect des principes de bon voisinage ;

8. Demande au membre arabe du Conseil de sécurité de mobiliser, en coordination avec le Gouvernement fédéral somalien, un soutien en faveur de l'adoption des résolutions nécessaires pour réaffirmer l'unité, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Somalie, et de rejeter et d'annuler le protocole d'accord et de le considérer comme nul et comme une menace contre la paix et la sécurité internationales et régionales ;

9. Demande aux conseils des ambassadeurs arabes à New York, Genève, Vienne, Bruxelles, Addis-Abeba, Washington, Londres, Paris, Pékin et Moscou de prendre les mesures nécessaires pour transmettre le texte de la présente résolution aux ministères des affaires étrangères et aux organismes compétents dans ces pays, ainsi qu'aux organisations internationales qui ont une présence dans ces villes, et d'indiquer clairement le danger que fait peser le protocole d'accord sur la paix et la sécurité régionales et internationales, et prie instamment les représentants permanents des pays arabes auprès de l'Union africaine de travailler en coordination avec la Somalie en vue de porter la question devant le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine ;

10. Prie le Secrétaire général de former un groupe de travail au niveau ministériel pour surveiller la mise en œuvre de la résolution, y compris en contactant les capitales des partenaires internationaux et régionaux à ce sujet ;

11. Prie le Secrétaire général de communiquer avec les États membres du Conseil de sécurité, le Secrétaire général de l'ONU et le Président de la Commission de l'Union africaine au sujet de la présente résolution et du danger que cette mesure fait peser sur la paix et la sécurité régionales et internationales, et de poursuivre ses efforts pour surveiller la mise en œuvre de la résolution et de lui soumettre un rapport à cet égard à sa prochaine session.

**(Résolution 8988, adoptée à la seconde réunion
de la session extraordinaire le 17 janvier 2024)**

Note explicative : L'Algérie affirme le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des États et le respect de leur souveraineté et de leur indépendance et rejette toute ingérence étrangère, par quelque partie que ce soit, dans les affaires de la République fédérale de Somalie. Elle souligne l'importance d'éviter tout acte susceptible de provoquer des conflits dans le monde arabe et en Afrique, qui ne servirait pas les intérêts de l'intégration et de la coopération stratégique entre le monde arabe et l'Afrique. Elle réaffirme qu'il convient de consolider les valeurs du dialogue et de la négociation en tant que méthodes civilisées de règlement des différends entre pays, avant de recourir à toute forme d'escalade, compte tenu notamment des efforts importants et de l'action diplomatique menés par l'Union africaine et l'Autorité intergouvernementale pour le développement afin de prévenir toute évolution dangereuse dans la Corne de l'Afrique.

Pièce jointe 2

Résolution 8989 adoptée par le Conseil de la Ligue des États arabes réuni au niveau ministériel à sa session extraordinaire tenue par visioconférence concernant les atteintes iraniennes à la souveraineté territoriale de l'Iraq

Atteintes iraniennes à la souveraineté territoriale de l'Iraq

Le Conseil de la Ligue réuni au niveau ministériel à une session extraordinaire tenue par visioconférence le 17 janvier 2024 sous la présidence du Yémen (qui assure la présidence par intérim du Conseil au niveau ministériel),

Après avoir examiné :

- la note n° 174/4/3 du 17 janvier 2024 de la Mission permanente de l'Iraq,
- ses résolutions antérieures,

Se félicitant de ce que l'Iraq soit attaché aux dispositions du droit international et aux principes de bon voisinage, inscrits dans sa Constitution,

Tenant compte des faits récents intervenus en Iraq,

Ayant entendu la déclaration du chef de la délégation iraquienne à la séance d'ouverture,

1. Condamne fermement le pilonnage par l'Iran de la Région du Kurdistan iraquien le 16 janvier 2024, qui a entraîné la mort de nombreux civils innocents et la destruction de plusieurs sites civils et considère cette attaque comme une atteinte flagrante à la souveraineté de l'Iraq et à la sécurité du peuple iraquien et comme une grave violation des principes de bon voisinage, des dispositions du droit international et des instruments et normes internationaux ;

2. Rejette et condamne toutes les justifications et tous les prétextes avancés par le Gouvernement iranien, qui ne donnent à aucun État le droit d'enfreindre la souveraineté d'un autre État et de mettre en danger la vie de ses citoyens, en violation des règles de droit international et de la Charte des Nations Unies ;

3. Tient l'Iran pour responsable de toutes les conséquences de cette violation et considère qu'elle constitue un précédent dangereux qui pourrait, si elle se reproduisait, compromettre la paix et la sécurité dans la région dans l'ensemble ;

4. Réaffirme l'unité et la souveraineté territoriale de l'Iraq, face à toute agression ou violation extérieure, et le droit de l'Iraq, en sa qualité de membre fondateur de la Ligue et membre de l'Organisation des Nations Unies, de recourir à tous les moyens diplomatiques et juridiques dont il dispose au regard du droit international, de la Charte des Nations Unies et de la Charte de la Ligue, pour riposter à la suite à ces violations ;

5. Demande au membre arabe du Conseil de sécurité de l'ONU de mobiliser, en coordination avec l'Iraq, le soutien nécessaire en faveur de l'adoption de résolutions condamnant cette agression comme une atteinte à la souveraineté de l'Iraq et une violation du principe de bon voisinage et des dispositions du droit international et des normes internationales ;

6. Demande aux conseils des ambassadeurs arabes à New York, Genève, Vienne, Bruxelles, Washington, Londres, Paris, Pékin et Moscou de transmettre le texte de la présente résolution aux ministères des affaires étrangères concernés ainsi qu'aux organisations internationales présentes dans ces villes ;

7. Prie le Secrétaire général de suivre cette question et de communiquer avec les États membres du Conseil de sécurité et le Secrétaire général de l'ONU au sujet de la présente résolution, de donner suite à la plainte présentée par l'Iraq au Conseil de sécurité et de lui soumettre un rapport à sa prochaine session ordinaire.

**(Résolution 8989 adoptée à la 2^e séance
de sa session extraordinaire tenue le 17 janvier 2024)**

Réserve de la République arabe syrienne : Compte tenu des observations concernant la procédure, formulées par la République arabe syrienne au cours de la séance, concernant la manière dont elle s'est déroulée et le non-respect des délais fixés à l'article 5 du règlement intérieur du Conseil de la Ligue, la République arabe syrienne émet des réserves sur le document final adopté.